

PROTECTION DES ESPACES VERTS

Une loi aux oubliettes

A peine adoptée qu'elle est déjà oubliée. C'est ce qu'on peut retenir de la loi n°07-06, relative à la gestion, la protection et le développement des espaces verts. Promulguée en grande pompe, elle est loin d'avoir eu les impacts escomptés. Trois ans après sa promulgation, un petit tour d'horizon s'impose.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Les spécialistes en aménagement du territoire ainsi que les techniciens en urbanisme du monde entier ont convenu d'une norme de 10 mètres carrés d'espace vert par habitant.

En Algérie, ce chiffre est ramené au dixième de cette norme, c'est-à-dire 1m². La loi n° 07-06 du 13 mai 2007, relative à la gestion, à la protection et le développement des espaces verts devait remédier graduellement à cette situation. D'autant plus que les estimations font ressortir que, d'ici 2025, nous serons 14 millions d'habitants dans les villes.

Cette loi de 42 articles a posé un cadre législatif pour sensibiliser et le citoyen et les pouvoirs publics sur la nécessité de préserver les espaces verts. Elle énumère les obligations de leur classement ainsi que les autorités de gestion et indique les formes de préservation. Elle prend également en charge la gestion et le développement des espaces verts en Algérie et institue des normes et des coefficients d'espaces verts par ville, par ensemble urbain et par habitation particulière.



Jardin de la Liberté.

Ainsi, cette loi a pour objectif, notamment, d'améliorer le cadre de vie urbain, d'entretenir et d'améliorer la qualité des espaces verts urbains existants, de promouvoir la création d'autres espaces verts de toute nature, de promouvoir l'extension des espaces verts par rapport aux espaces bâtis et imposer l'idée d'espaces verts dans tout projet de construction, comme une obligation prise en charge par les études urbanistiques et architecturales publiques ou privées.

Ceci en théorie. Cependant, dans la pratique, le regard est confronté à la «bétonnisation» continue des espaces verts, leur abandon, leur absence dans les plans d'urbanisation ou leur squat.

Des espaces abandonnés

Dans le pays, il est aisé de constater l'abandon de ces espaces verts, véritables poumons de la cité. Plusieurs articles de correspondants locaux y font cas. Dans la capitale, les exemples aussi ne manquent pas.

Des forêts d'Alger-est sont toujours délaissées, des squatters y ayant pris pied. Des jardins à Rouiba et Aïn-Taya sont fermés en raison de leur dégradation.

«Dans certains cas, je préfère que les espaces verts soient carrément fermés. Ils sont transformés en lieux de débauches», confie une maman, qui, de son aveu, cherche de temps à autre une aire de repos pour elle et pour

ses enfants. «Je suis restée à la maison pour m'occuper des enfants. Mais, il y a des jours où j'ai envie de sortir et d'aller quelque part. Mais c'est chose impossible». «Notre cité à Rouiba était un joyau. En plus des espaces verts, il y avait des balançoires, un tobogan et un bac à sable. Aujourd'hui, faute d'entretien, tout est à l'abandon», s'insurge Halima, mère de quatre enfants.

Les espaces verts aménagés dans les cités sont, soit abandonnés, soit tout simplement squattés par les riverains. Et que reste-t-il des anciens jardins et squares d'Alger : Sofia, Grande-Poste, Marengo (Rampe Vallée), Parc des Pins (El-Biar) et Port-Saïd. Rien de très glorieux, si ce n'est la désolation et l'insécurité chronique.

Squat des espaces communs

A défaut d'installer un petit commerce dans un espace censé être vert, des citoyens y bâtissent carrément une cloison ou une entrée secondaire. Dans des cités nouvellement construites où certaines normes urbanistiques sont respectées, le manque de civisme des habitants les aura vite gommées. C'est le cas à Baba-Hassen où un locataire s'est permis d'accaparer tout un espace vert pour construire une entrée secondaire.

«Personne ne peut parler. Si un autre locataire dénonce cet état de fait, il sera accusé de jalousie et sera mal vu», dit Smaïl, en haussant les épaules. «C'est devenu du chacun pour soi».

Un exemple parmi tant d'autres qui renseigne mieux

sur le laxisme des citoyens eux-mêmes. Alors que la loi est claire, l'article 14 de ladite loi disposant : «Tout changement d'affectation d'un espace vert classé ou tout mode d'occupation d'une partie de l'espace vert concerné sont interdits.»

Selon le cadre législatif mis en place : «Sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions de la présente loi les officiers et agents de police judiciaire ainsi que les fonctionnaires dûment mandatés, agissant en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par les lois et règlements en vigueur», peut-on lire dans l'article 34.

Ainsi, ce locataire indélicat aurait dû risquer gros. De même, l'article 35 stipule : «Toute infraction aux dispositions de l'article 14 de la présente loi est punie d'un emprisonnement de six (6) mois à un (1) an et d'une amende de cinquante mille dinars (50 000 DA) à cent mille dinars (100 000 DA) en plus de la remise en l'état des lieux. En cas de récidive, la peine est portée au double.»

Pis, selon l'article 40 : «Est punie d'un emprisonnement de six (6) à dix-huit (18) mois et d'une amende de cinq cent mille dinars (500 000 DA) à un million de dinars (1 000 000 DA) toute personne qui détruit volontairement tout ou partie d'un espace vert avec intention de s'emparer des lieux pour les affecter à une quelconque autre activité. En cas de récidive, la peine est portée au double.»

Pour l'heure, l'attente vient du programme d'investissements publics en faveur des espaces verts en zones urbaines élaboré pour l'horizon 2014. Les principaux axes de ce dernier reposent sur un développement conséquent des espaces verts au niveau des grandes métropoles.

Il implique, entre autres, des opérations de réhabilitation des espaces existants, à l'instar du projet de réhabilitation du jardin Landon de Biskra, la réalisation de jardins citadins (Oran, Annaba et Constantine), la création de parcs urbains dans les chefs-lieux de 14 wilayas et le développement de jardins botaniques et oasiens (Laghouat, Djelfa et Illizi).

Une question reste en suspens cependant : la conscience citoyenne aura-t-elle un sursaut et restera-t-elle assez longtemps éveillée pour protéger les quelques espaces verts qui germent ici et là ?

M. O.



Jardin d'Essai d'El-Hamma.

Photos : Samir Sid.

Photos : DR